

La politique fiscale du gouvernement

Par [JFB](#) le lun 18/10/2010 - 12:37

Dès leur arrivée aux affaires, le chef du gouvernement et son ministre des finances, György Matolcsy, se sont empressés de faire voter par le Parlement certaines propositions avancées pendant la campagne électorale en matière de fiscalité. Dans le programme économique du gouvernement, plusieurs mesures sont ainsi d'ordre fiscal. L'une d'entre elle, si elle devient effective, modifiera considérablement l'esprit du système d'imposition hongrois. Bilan et perspective de la politique fiscale du nouveau cabinet.

La mesure la plus connue du grand public est sans doute l'impôt sur l'actif net des institutions financières. Votée cet été au Parlement, la taxation des banques, sociétés d'assurance et autres institutions financières pourrait rapporter quelque 200 milliards de HUF (709 millions d'euros) en trois ans afin de contribuer à l'effort de renflouement des caisses de l'Etat. 0,45%. C'est le taux qu'entend appliquer le gouvernement. Ce taux est trois voire quatre fois supérieur au taux que prévoit d'appliquer d'autres pays. Le gouvernement explique sa décision par la nécessité de responsabiliser les banques car il juge que ces dernières ont joué un rôle important dans le déclenchement de la crise financière. Les banques participeront donc à l'effort de redressement de l'économie. Cette mesure, très bien accueillie par l'opinion publique, moins par les institutions concernées, est un parfait moyen de compenser les baisses d'impôt promis durant la campagne. Le caractère temporaire de cette imposition montre cependant que l'utilité budgétaire l'emporte sur la volonté politique, celle qui consiste à gouverner face aux banques.

En ce qui concerne la réduction des recettes, une modification conséquente, votée en août par le Parlement, est à noter. L'impôt sur les sociétés est ramené à 10% au lieu de 19% et concernera désormais les sociétés dont le profit net est inférieur à 500 millions de HUF, contre 50 millions autrefois (Lire article page 6). C'est la mesure la plus importante du gouvernement d'un point de vue comptable. La priorité est donc donnée au soutien des PME et à l'investissement. Le Fidesz-KDNP est du côté des entreprises puisque par ailleurs dix impôts mineurs sur les PME sont abolis. En outre, la notion de revenus non imposables est introduite. L'emploi d'une personne pour l'aide aux tâches ménagères sera exempté de taxes, ce qui est

ouvertement une mesure dédiée aux ménages les plus aisés. Le parti socialiste qualifie cet attirail de réformes fiscal de base d'une fiscalité pour les riches. Encore plus forte est la critique lorsqu'il est question de la volonté du gouvernement d'introduire un impôt à taux unique de 16% par foyer. Cette idée, déjà exposée lors de la campagne, est actuellement en discussion au Parlement et sera probablement concrétisée par un vote à la mi-octobre. A l'heure actuelle, il existe deux taux (17% et 32%), le plus élevé s'appliquant à un niveau de revenu annuel de 1,7 million de HUF. Il s'agit donc d'un système progressif à seulement deux assiettes. De nombreux pays de l'Est sont déjà passés à un système fiscal purement proportionnel, c'est-à-dire à taux fixe. L'impôt proportionnel ou flat tax est défendu par les économistes les plus libéraux, ceux qui pensent que l'impôt progressif est confiscatoire et antiéconomique. Selon eux, l'instauration de la flat tax permettrait de libérer les forces permettant de tirer la croissance vers le haut. Elle encouragerait à entreprendre toujours plus, mais évacuerait la notion de solidarité nationale. Ce sont les arguments du gouvernement, qui a bien l'intention de mettre un terme à la progressivité de l'impôt et qui, une fois de plus, attise le sentiment anti-communiste. Mais si tirer à boulet rouge sur l'Union Soviétique est une chose, jeter à la poubelle l'impôt progressif en est une autre. D'ailleurs, dans les principales puissances économiques, une importante part des recettes fiscales est obtenue grâce à l'impôt progressif. Et pourtant, ces puissances ne sont connues pour être des nids de bolchevistes. Le gouvernement justifie l'impôt à taux unique de 16% par foyer fiscal par le devoir qu'il a de défendre d'une part ceux qui veulent travailler davantage et d'autre part ceux qui élèvent des enfants. Le taux d'imposition n'augmentera donc plus avec les revenus perçus, ainsi ceux qui veulent travailler plus ne seront pas pénalisés. Simplement, on sait que dans la plupart des cas, c'est l'entreprise qui propose au salarié de travailler davantage et non l'inverse. Travailler plus pour gagner plus. Rira qui voudra. Quant à la défense des familles, vouloir augmenter le taux de fécondité en améliorant la situation financière des familles nombreuses paraît être une bonne initiative. Le faire en scandant par ailleurs un «travailler plus pour gagner plus» est une contradiction fondamentale du néolibéralisme. Les parents devraient donc s'adonner davantage à l'éducation de leurs enfants en même temps qu'ils devraient travailler plus? Pour finir, mais inutile de le signaler tellement cela est évident, l'impôt à taux unique donnera un coup de massue supplémentaire aux personnes percevant un bas salaire puisque le gouvernement entend introduire cet impôt sans y apporter de dérogations.

Yann Caspar

•

Catégorie

Agenda Culturel